

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 26 FÉVRIER 1929

**Projet de Loi autorisant le Gouvernement à adhérer à l'Acte général
pour le règlement pacifique des différends internationaux.**

EXPOSÉ DES MOTIFS

MADAME, MESSIEURS,

Le Gouvernement a l'honneur de soumettre à votre approbation un projet de loi l'autorisant à adhérer à l'Acte général pour le règlement pacifique des différends internationaux, ouvert par la Société des Nations à l'adhésion des Etats et portant la date du 26 septembre 1928.

L'Acte dont il s'agit tire ses origines des études et discussions auxquelles a donné lieu, dans les assemblées de Genève, l'article 8 du Pacte relatif à la réduction des armements.

Après des délibérations qui se développèrent au cours des sessions de l'Assemblée, de 1920 à 1922, et dont la première étape fut marquée par un projet de traité de garantie mutuelle qui demeura sans suite, l'Assemblée vota le 27 septembre 1922, une résolution importante qui devint la base des études subséquentes et qui déclarait notamment que « dans l'état actuel du monde, un grand nombre de gouvernements ne pourraient assumer la responsabilité d'une sérieuse réduction des armements à moins de recevoir en échange une garantie satisfaisante pour la sécurité de leur pays ».

L'idée de la sécurité, préalable au désarmement inspira, l'année suivante, un projet de traité d'assistance mutuelle sur lequel l'accord ne put être réalisé, et, au cours de l'année 1924, le Protocole de Genève qui suscita de grandes espérances. Bien qu'il n'ait pas été ratifié, ses principes essentiels n'ont pas disparu, puisqu'on les retrouve dans les accords de Locarno et qu'ils devinrent le point de départ de nombreuses conventions bilatérales de conciliation et d'arbitrage. Ils provoquèrent aussi des adhésions à la clause facultative de recours obligatoire à la Cour permanente de Justice internationale.

Depuis trois ans, les travaux entrepris à la Société des Nations dans cet ordre d'idées ont eu pour but principal d'assurer, autant que possible, la sécurité préalable des Etats, afin de pouvoir procéder aux mesures de réduction des armements. On a cherché à se conformer entièrement à la résolution votée par l'Assemblée le 25 septembre 1925, qui, tout en invitant à préparer une conférence de désarmement, subordonnait sa convocation à la réalisation de conditions satisfaisantes de la sécurité générale.

La Commission préparatoire de la

Conférence, et depuis l'année 1927, le Comité d'arbitrage et de sécurité qui lui fut adjoint, s'occupèrent en ordre principal d'assurer par une extension de l'arbitrage, la sécurité qui résulte de mesures préventives; ils fixèrent les règles obligatoires à souscrire éventuellement par les Etats pour la solution pacifique de leurs différends.

La Belgique fut représentée, en 1928, à la Commission et au Comité par le baron Moncheur, ambassadeur honoraire, et par le baron Rolin Jaquemyns, ancien Ministre de l'Intérieur. Trois traités généraux de règlement des différends, tenant compte des divers courants d'opinions qui s'étaient manifestés dans les deux Commissions, furent soumis à l'assemblée de septembre dernier. Elle en approuva les dispositions, mais en fit l'objet d'un acte unique.

D'autres types de conventions, les unes bilatérales, les autres plurilatérales, de conciliation, d'arbitrage, d'assistance mutuelle, de non-agression, de renforcement des moyens de prévenir la guerre, avaient été présentés en même temps mais ils n'étaient proposés aux Etats qu'à titre de modèles. Nous n'en parlerons pas. La question de l'adhésion à donner par le Gouvernement ne se pose qu'en ce qui concerne l'Acte général ouvert à la signature des Etats. La Belgique a d'ailleurs appliqué largement les principes recommandés par les traités modèles, elle les a introduits dans ses récents traités d'arbitrage avec la Suisse, la Suède, la Finlande, le Danemark, le Portugal, l'Espagne, sans parler des traités de Locarno.

Telle est l'origine de l'Acte général que nous souhaitons voir s'étendre au plus grand nombre possible de pays. Il prévoit, pour assurer la solution des conflits, la conciliation préventive, le règlement judiciaire et le règlement arbitral.

En ce qui concerne la conciliation, les différends de toute nature qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique, seront soumis à une com-

mission de conciliation permanente ou spéciale constituée par les parties en cause.

La composition et la procédure de la Commission sont réglées par les articles 4 à 16.

Quant au règlement judiciaire, il s'appliquera aux différends au sujet desquels les parties se contesteraient réciproquement un droit. Ces litiges seront soumis pour jugement à la Cour permanente de Justice internationale, à moins que les parties ne conviennent de recourir à un tribunal arbitral, suivant une procédure prévue aux articles 18 à 20.

Tous les autres différends, qui ne seraient pas réglés un mois après la clôture de la Commission de conciliation citée plus haut, seront portés devant un tribunal arbitral dont la constitution et le fonctionnement sont réglés par les articles 22 à 28.

Il reste à exposer certaines dispositions générales du chapitre IV.

Ce chapitre donne aux Etats la possibilité de limiter leurs engagements à une partie ou à plusieurs parties de l'Acte (art. 38) et de formuler des réserves, au moment de leur adhésion (art. 39). Elle permet aussi, à tout moment, l'extension des engagements déjà pris ou la renonciation aux réserves formulées (art. 40). Elle autorise même la dénonciation partielle qui peut consister en la notification de réserves nouvelles (art. 45). Ainsi cette convention générale se prête aux situations différentes et aux divers besoins des Etats.

Le Gouvernement du Roi n'a pas l'intention de limiter son adhésion à une partie de l'Acte. Il s'est déjà prononcé, comme en témoignent nos traités bilatéraux antérieurs en faveur du système le plus étendu. Il a admis l'obligation de soumettre les litiges juridiques à un règlement judiciaire, après recours préliminaire facultatif à la conciliation, et les autres différends à la procédure de conciliation ou, en cas d'insuccès de

celle-ci, à un règlement arbitral. Les formules employées dans l'Acte général sont les mêmes, en général, que celles de nos traités antérieurs. Vous avez eu l'occasion de vous prononcer à cet égard. L'adhésion à l'Acte général étendra à nos relations avec un grand nombre d'Etats des engagements que nous n'avions encore conclus qu'avec quelques-uns.

Parmi les réserves autorisées par l'article 39, le Gouvernement ne compte formuler ni la deuxième ni la troisième. Il n'a l'intention d'exclure aucune affaire déterminée, aucune matière spéciale. Mais il se propose d'user de la faculté que lui donne la première, d'exclure les différends nés de faits antérieurs à son adhésion ou à celle d'une autre partie avec laquelle il aurait un désaccord. Nous avons fait semblable réserve en adhérant à la clause facultative de compétence obligatoire de la Cour permanente de Justice internationale. Notre adhésion ne porte que « sur tout différend qui s'élèverait après ratification de notre déclaration d'adhésion au sujet de situations ou de faits postérieurs à cette ratification ». La même réserve se retrouve avec quelques variantes dans nos traités bilatéraux d'arbitrage conclus ces trois dernières années. Elle figure

aussi dans la convention d'arbitrage belgo-allemande annexée au Pacte rhénan de Locarno, mais en termes peut-être plus restrictifs : « Sont exclues les contestations nées de faits antérieurs à la convention et qui appartiennent au passé ».

L'Acte que nous avons l'honneur de vous soumettre, marque un nouveau progrès dans l'œuvre de pacification à laquelle la Belgique collabore avec confiance. Il sera le complément juridique du Pacte de Paris, cet accord d'une vaste portée morale, que nous vous avons soumis récemment. Le Pacte de Paris condamne la guerre. Le traité que nous vous soumettons aujourd'hui détermine les moyens à mettre en œuvre pour n'y pas recourir. L'un proscriit l'appel aux armes; l'autre exige l'appel à la justice et à la conciliation. Tous deux engagent l'honneur des Etats qui les souscrivent.

En réservant un accueil favorable au projet de loi qui vous est présenté, vous contribuerez à l'élaboration, lente sans doute, mais efficace, d'une réglementation universelle et pacifique des conflits internationaux.

Le Ministre des Affaires Étrangères,
HYMANS.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

NEUVIÈME SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLÉE

RÈGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFÉRENDS INTERNATIONAUX
ACTE GÉNÉRAL

CHAPITRE I^{er}.

De la conciliation.

ARTICLE PREMIER.

Les différends de toute nature entre deux ou plusieurs partis ayant adhéré au présent Acte général qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique seront, sauf les réserves éventuelles prévues à l'article 39, soumis à la procédure de conciliation dans les conditions prévues au présent chapitre.

ART. 2.

Les différends visés à l'article précédent seront portés devant une Commission de conciliation permanente ou spéciale constituée par les parties en cause.

ART. 3.

Sur la demande adressée à cet effet par une partie contractante à l'une des autres parties, il devra être constitué, dans les six mois, une Commission permanente de conciliation.

ART. 4.

Sauf accord contraire des parties intéressées, la Commission de conciliation sera constituée comme suit :

1^o La Commission comprendra cinq membres. Les parties en nommeront chacune un, qui pourra être choisi parmi

leurs nationaux respectifs. Les trois autres commissaires seront choisis d'un commun accord parmi les ressortissants de tierces Puissances. Ces derniers devront être de nationalités différentes, ne pas avoir leur résidence habituelle sur le territoire des parties intéressées ni se trouver à leur service. Parmi eux, les parties désigneront le président de la Commission ;

2^o Les commissaires seront nommés pour trois ans. Ils seront rééligibles. Les commissaires nommés en commun pourront être remplacés au cours de leur mandat, de l'accord des parties. Chaque partie pourra toujours, d'autre part, procéder au remplacement du commissaire nommé par elle. Nonobstant leur remplacement, les commissaires resteront en fonction pour l'achèvement de leurs travaux en cours.

3^o Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès ou de démission ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

ART. 5.

Si, lorsqu'il s'élève un différend, il n'existe pas une commission permanente de conciliation nommée par les parties en litige, une commission spéciale sera constituée pour l'examen du différend dans un délai de trois mois à compter

de la demande adressée par l'une des parties à l'autre. Les nominations se feront conformément aux dispositions de l'article précédent, à moins que les parties n'en décident autrement.

ART. 6.

1. Si la nomination des commissaires à désigner en commun n'intervient pas dans les délais prévus aux articles 3 et 5, le soin de procéder aux nominations nécessaires sera confié à une tierce Puissance choisie d'un commun accord par les parties ou, si celles-ci le demandent au président en exercice du Conseil de la Société des Nations.

2. Si l'accord ne s'établit pas au sujet d'aucun de ces procédés, chaque partie désignera une Puissance différente et les nominations seront faites de concert par les Puissances ainsi choisis.

3. Si, dans un délai de trois mois, ces deux Puissances n'ont pu tomber d'accord, chacune d'elles présentera des candidats en nombre égal à celui des membres à désigner. Le sort déterminera lesquels des candidats ainsi présentés seront admis.

ART. 7.

1. La Commission de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président, par les deux parties agissant d'un commun accord, ou à défaut, par l'une ou l'autre des parties.

2. La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la Commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

3. Si la requête émane d'une seule des parties, elle sera notifiée par celle-ci, sans délai, à l'autre partie.

ART. 8.

1. Dans un délai de quinze jours à partir de la date où l'une des parties aura porté un différend devant une Commission permanente de conciliation,

chacune des parties pourra, pour l'examen de ce différend, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

2. La partie qui usera de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre partie; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à compter de la date où la notification lui sera parvenue.

ART. 9.

1. La Commission de conciliation se réunira, sauf accord contraire des parties, au siège de la Société des Nations ou en tout autre lieu désigné par son président.

2. La Commission pourra, en toute circonstance, demander au Secrétaire général de la Société des Nations de prêter son assistance à ses travaux.

ART. 10.

Les travaux de la Commission de conciliation ne seront publics qu'en vertu d'une décision prise par la Commission avec l'assentiment des parties.

ART. 11.

1. Sauf accord contraire des parties, la Commission de conciliation réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquête, la Commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

2. Les parties seront représentées auprès de la Commission de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaires entre elles et la Commission; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

3. La Commission aura, de son côté,

la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

ART. 12.

Sauf accord contraire des parties, les décisions de la Commission de conciliation seront prises à la majorité des voix et la Commission ne pourra se prononcer sur le fond du différend que si tous ses membres sont présents.

ART. 13.

Les parties s'engagent à faciliter les travaux de la Commission de conciliation et, en particulier, à lui fournir, dans la plus large mesure possible, tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour lui permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

ART. 14.

1. Pendant la durée de leurs travaux, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté du commun accord des parties, qui en supporteront chacune une part égale.

2. Les frais généraux occasionnés par le fonctionnement de la Commission seront répartis de la même façon.

ART. 15.

1. La Commission de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles, par voie d'enquête ou autrement, et de s'efforcer de concilier les parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

2. A la fin de ses travaux, la Commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les parties n'ont pu être conciliées. Le procès-verbal ne mentionnera pas si les décisions de la Commission ont été prises à l'unanimité ou à la majorité.

3. Les travaux de la Commission devront, à moins que les parties n'en conviennent autrement, être terminés dans un délai de six mois à compter du jour où la Commission aura été saisie du différend.

ART. 16.

Le procès-verbal de la Commission sera porté sans délai à la connaissance des parties. Il appartiendra aux parties d'en décider la publication.

CHAPITRE II.

Du règlement judiciaire.

ART. 17.

Tous différends au sujet desquels les parties se contesteraient réciproquement un droit seront, sauf les réserves éventuelles prévues à l'article 39, soumis pour jugement à la Cour permanente de Justice internationale, à moins que les parties ne tombent d'accord, dans les termes prévus ci-après, pour recourir à un tribunal arbitral. Il est entendu que les différends ci-dessus visés comprennent notamment ceux que mentionne l'article 36 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale.

ART. 18.

Si les parties sont d'accord pour soumettre les différends visés à l'article précédent à un tribunal arbitral, elles rédigeront un compromis dans lequel elles fixeront l'objet du litige, le choix des arbitres et la procédure à suivre. A défaut d'indications ou de précisions

suffisantes dans le compromis, il sera fait application, dans la mesure nécessaire, des dispositions de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Dans le silence du compromis quant aux règles de fond à appliquer par les arbitres, le Tribunal appliquera les règles de fond énumérées dans l'article 38 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale.

ART. 19.

A défaut d'accord entre les parties sur le compromis visé à l'article précédent ou à défaut de désignation d'arbitres et après un préavis de trois mois, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de porter directement, par voie de requête, le différend devant la Cour permanente de Justice internationale.

ART. 20.

1. Par dérogation à l'article 1^{er}, les différends visés à l'article 17, qui viendraient à surgir entre parties ayant adhéré aux engagements contenus dans le présent chapitre ne seront soumis à la procédure de conciliation que de leur commun accord.

2. La procédure obligatoire de conciliation demeure applicable aux différends qui, par le jeu des réserves visées à l'article 39, seraient exclus du seul règlement judiciaire.

3. En cas de recours à la conciliation et d'échec de cette procédure, aucune des parties ne pourra porter le différend devant la Cour permanente de Justice internationale ou demander la constitution du tribunal arbitral visé à l'article 18 avant l'expiration du délai d'un mois à compter de la clôture des travaux de la Commission de conciliation.

CHAPITRE III.

Du règlement arbitral.

ART. 21.

Tous différends autres que ceux visés à l'article 17, au sujet desquels dans le mois qui suivra la clôture des travaux de la Commission de conciliation visée au chapitre I^{er}, les parties ne se seraient pas entendues, seront portés, sauf les réserves éventuelles prévues à l'article 39, devant un tribunal arbitral constitué, à moins d'accord contraire des parties, de la manière indiquée ci-après.

ART. 22.

Le tribunal arbitral comprendra cinq membres. Les parties en nommeront chacune un qui pourra être choisi parmi leurs nationaux respectifs. Les deux autres arbitres et le surarbitre seront choisis d'un commun accord parmi les ressortissants de tierces Puissances. Ces derniers devront être de nationalités différentes, ne pas avoir leur résidence habituelle sur le territoire des parties intéressées ni se trouver à leur service.

ART. 23.

1. Si la nomination des membres du tribunal arbitral n'intervient pas dans un délai de trois mois, à compter de la demande adressée par l'une des parties à l'autre de constituer un tribunal arbitral, le soin de procéder aux nominations nécessaires sera confié à une tierce Puissance choisie d'un commun accord par les parties.

2. Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque partie désignera une Puissance différente et les nominations seront faites de concert par les Puissances ainsi choisies.

3. Si, dans un délai de trois mois, les Puissances ainsi désignées n'ont pu tomber d'accord, les nominations nécessaires seront faites par le président de la Cour permanente de Justice interna-

tionale. Si celui-ci est empêché ou s'il est ressortissant de l'une des parties, les nominations seront faites par le vice-président. Si celui-ci est empêché ou s'il est ressortissant de l'une des parties, les nominations seront faites par le membre le plus âgé de la Cour qui n'est ressortissant d'aucune des parties.

ART. 24.

Il sera pourvu, dans le plus bref délai aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès ou de démission, ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

ART. 25.

Les parties rédigeront un compromis déterminant l'objet du litige et la procédure à suivre.

ART. 26.

A défaut d'indications ou de précisions suffisantes dans le compromis, relativement aux points indiqués dans l'article précédent, il sera fait application, dans la mesure nécessaire, des dispositions de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

ART. 27.

Faute de conclusion d'un compromis dans un délai de trois mois à partir de la constitution du tribunal, celui-ci sera saisi par requête de l'une ou l'autre des parties.

ART. 28.

Dans le silence du compromis ou à défaut de compromis, le tribunal appliquera les règles de fond énumérées dans l'article 38 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale. En tant qu'il n'existe pas de pareilles règles applicables au différend, le tribunal jugera *ex æquo et bono*.

CHAPITRE IV.

Dispositions générales.

ART. 29.

1. Les différends pour la solution desquels une procédure spéciale serait prévue par d'autres conventions en vigueur entre les parties en litige, seront réglés conformément aux dispositions de ces conventions.

2. Le présent Acte général ne porte pas atteinte aux accords en vigueur établissant pour les parties une procédure de conciliation ou, en matière d'arbitrage et de règlement judiciaire, des engagements assurant la solution du différend. Toutefois, si ces accords ne prévoient qu'une procédure de conciliation, après que cette procédure aura échoué, les dispositions du présent Acte général relatives au règlement judiciaire ou arbitral recevront application dans la mesure où les parties en cause y auraient adhéré.

ART. 30.

Si la Commission de conciliation se trouve saisie par l'une des parties d'un différend que l'autre partie, se fondant sur les conventions en vigueur entre les parties, a porté devant la Cour permanente de Justice internationale ou un tribunal arbitral, la Commission suspendra l'examen du différend jusqu'à ce que la Cour ou le tribunal ait statué sur le conflit de compétence. Il en sera de même si la Cour ou le tribunal a été saisi par l'une des parties en cours de conciliation.

ART. 31.

1. S'il s'agit d'un différend dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des parties, relève de la compétence des autorités judiciaires ou administratives, cette partie pourra s'opposer à ce que ce différend soit soumis aux diverses procédures prévues par le présent Acte général, avant qu'une décision

définitive ait été rendue, dans les délais raisonnables, par l'autorité compétente.

2. La partie qui, dans ce cas, voudra recourir aux procédures prévues par la présente Convention, devra notifier à l'autre partie son intention, dans un délai d'un an, à partir de la décision susvisée.

ART. 32.

Si la sentence judiciaire ou arbitrale déclarait qu'une décision prise ou une mesure ordonnée par une autorité judiciaire ou toute autre autorité de l'une des parties en litige se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit international, et si le droit constitutionnel de ladite partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer les conséquences de cette décision ou de cette mesure, les parties conviennent qu'il devra être accordé par la sentence judiciaire ou arbitrale, à la partie lésée, une satisfaction équitable.

ART. 33.

1. Dans tous les cas où le différend fait l'objet d'une procédure arbitrale ou judiciaire, notamment si la question au sujet de laquelle les parties sont divisées, résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Cour permanente de Justice internationale, statuant conformément à l'article 41 de son Statut, ou le tribunal arbitral, indiquera, dans le plus bref délai possible, quelles mesures provisoires doivent être prises. Les parties en litige seront tenues de s'y conformer.

2. Si une Commission de conciliation se trouve saisie du différend, elle pourra recommander aux parties les mesures provisoires qu'elle estimera utiles.

3. Les parties s'engagent à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision judiciaire ou arbitrale ou aux arrangements proposés par la Commission de conciliation, et, en général, à

ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

ART. 34.

Au cas où il s'élève un différend entre plus de deux parties ayant adhéré au présent Acte général, les modalités suivantes seront observées pour l'application des procédures décrites dans les dispositions qui précèdent :

a) Pour la procédure de conciliation il sera toujours constitué une commission spéciale. Sa composition variera suivant que les parties auront toutes des intérêts distincts ou que deux ou plusieurs d'entre elles feront cause commune.

Dans le premier cas, les parties nommeront chacune un commissaire et désigneront en commun des commissaires ressortissants de tierces Puissances non parties au différend, dont le nombre sera toujours supérieur d'un à celui des commissaires nommés séparément par les parties.

Dans le second cas, les parties faisant cause commune se mettront d'accord pour nommer en commun leur propre commissaire et concourront avec l'autre ou les autres parties pour la désignation des commissaires tiers.

Dans l'une et l'autre hypothèse, les parties, à moins qu'elles n'en conviennent autrement, appliqueront les articles 5 et suivants du présent Acte dans la mesure où ils sont compatibles avec les dispositions du présent article.

b) Pour la procédure judiciaire, il sera fait application du Statut de la Cour permanente de Justice internationale.

c) Pour la procédure arbitrale, à défaut d'accord des parties sur la composition du tribunal, s'il s'agit de différends visés à l'article 17, chacune d'elle aura la faculté de porter directement, par voie de requête, le différend devant la Cour permanente de Justice internationale, s'il s'agit de différends visés à l'article 21,

il sera fait application des articles 22 et suivants, ci-dessus, mais chacune des parties ayant des intérêts distincts nommera un arbitre et le nombre des arbitres nommés séparément par les parties sera toujours inférieur d'un à celui des autres arbitres.

ART. 35.

1. Le présent Acte général sera applicable entre parties y ayant adhéré, encore qu'une tierce Puissance, partie ou non à l'Acte, ait un intérêt dans le différend.

2. Dans la procédure de conciliation, les parties pourront, d'un commun accord, inviter une tierce Puissance.

ART. 36.

1. Dans la procédure judiciaire ou arbitrale, si une tierce Puissance estime que, dans un différend un intérêt d'ordre juridique est pour elle en cause, elle peut adresser à la Cour permanente de Justice internationale ou au tribunal arbitral une requête à fin d'intervention.

2. La Cour ou le tribunal décide.

ART. 37.

1. Lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'une convention à laquelle auront participé d'autres Etats que les parties en cause, le Greffe de la Cour permanente de Justice internationale ou le tribunal arbitral les avertit sans délai.

2. Chacun d'eux aura le droit d'intervenir et, s'il exerce cette faculté, l'interprétation contenue dans la sentence est obligatoire à son égard.

ART. 38.

Les adhésions au présent Acte général pourront s'appliquer :

a) Soit à l'ensemble de l'Acte (chapitres I, II, III et IV);

b) Soit seulement aux dispositions relatives à la conciliation et au règlement judiciaire (chapitres I et II), ainsi qu'aux dispositions générales concernant ces procédures (chapitre IV);

c) Soit seulement aux dispositions relatives à la conciliation (chapitre I), ainsi qu'aux dispositions générales concernant cette procédure (chapitre IV).

Les parties contractantes ne pourront se prévaloir des adhésions d'autres parties que dans la mesure où elles-mêmes auront souscrit aux mêmes engagements.

ART. 39.

1. Indépendamment de la faculté mentionnée à l'article précédent, une partie pourra, en adhérant au présent Acte général, subordonner son acceptation aux réserves limitativement énumérées dans le paragraphe suivant. Ces réserves devront être indiquées au moment de l'adhésion.

2. Ces réserves pourront être formulées de manière à exclure des procédures décrites par le présent Acte :

a) Les différends nés de faits antérieurs, soit à l'adhésion de la partie qui formule la réserve, soit à l'adhésion d'une autre partie avec laquelle la première viendrait à avoir un différend;

b) Les différends portant sur des questions que le droit international laisse à la compétence exclusive des Etats;

c) Les différends portant sur des affaires déterminées, ou des matières spéciales nettement définies, telles que le statut territorial, ou rentrant dans des catégories bien précisées.

3. Si une des parties en litige a formulé une réserve, les autres parties pourront se prévaloir vis-à-vis d'elle de la même réserve.

4. Pour les parties ayant adhéré aux dispositions du présent Acte relatives au règlement judiciaire ou au règlement arbitral, les réserves qu'elles auraient formulées seront, sauf mention expresse, comprises comme ne s'étendant pas à la procédure de conciliation.

ART. 40.

Toute partie dont l'adhésion n'aura été que partielle ou subordonnée à des

réserves pourra, à tout moment, au moyen d'une simple déclaration, soit étendre la portée de son adhésion, soit renoncer à tout ou partie de ses réserves.

ART. 41.

Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent Acte général, y compris ceux relatifs à la qualification des litiges et à la portée des réserves éventuelles, seront soumis à la Cour permanente de Justice internationale.

ART. 42.

Le présent Acte général, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date du 26 septembre 1928.

ART. 43.

1. Le présent Acte général sera ouvert à l'adhésion de tout chef d'Etat ou de toute autre autorité compétente des Membres de la Société des Nations, ainsi que des Etats non membres à qui le Conseil de la Société des Nations aura, à cet effet, communiqué une copie.

2. Les instruments d'adhésion, ainsi que les déclarations additionnelles prévues à l'article 40, seront transmis au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera la réception à tous les Membres de la Société et aux Etats non membres, visés dans l'alinéa précédent.

3. Par les soins du Secrétaire général, il sera dressé trois listes désignées par les lettres A, B, C, et correspondant respectivement aux trois modalités d'adhésion visées à l'article 38 du présent Acte, où figureront les adhésions et les déclarations additionnelles des Parties contractantes. Ces listes, tenues constamment à jour, seront publiées dans le rapport annuel adressé à l'Assemblée par le Secrétaire général.

ART. 44.

1. Le présent Acte général entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la réception, par le Secrétaire général de la Société des Nations, de l'adhésion d'au moins deux parties contractantes.

2. Chaque adhésion qui interviendra après l'entrée en vigueur du présent Acte, conformément à l'alinéa précédent, sortira ses effets dès le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date de sa réception par le Secrétaire général de la Société des Nations. Il en sera de même des déclarations additionnelles des parties visées à l'article 40.

ART. 45.

1. Le présent Acte général aura une durée de cinq ans à partir de sa mise en vigueur.

2. Il restera en vigueur pour une nouvelle période de cinq ans, et ainsi de suite, vis-à-vis des Parties contractantes qui ne l'auront pas dénoncé six mois au moins avant l'expiration du terme.

3. La dénonciation se fera par notification écrite adressée au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en informera tous les Membres de la Société et les Etats non membres mentionnés à l'article 43.

4. La dénonciation pourra n'être que partielle ou consister en la notification de réserves nouvelles.

5. Nonobstant la dénonciation par l'une des Parties contractantes impliquées dans un différend, toutes les procédures engagées au moment de l'expiration du terme de l'Acte général continueront jusqu'à leur achèvement normal.

ART. 46.

Un exemplaire du présent Acte général, revêtu de la signature du président de l'Assemblée et de celle du Secrétaire général de la Société des Nations, sera

déposé aux archives du Secrétariat; copie certifiée conforme du texte sera communiquée à tous les membres de la de la Société des Nations, ainsi qu'aux Etats non membres désignés par le Conseil de la Société des Nations.

ART. 47.

Le présent Acte général sera enregistré par le Secrétaire général de la Société

des Nations à la date de son entrée en vigueur.

*Le Président de la neuvième session
ordinaire de l'Assemblée de la
Société des Nations :*

(Signé) Herluf ZAHLE.

Le Secrétaire général :

(Signé) Eric DRUMOND.

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 26 FEBRUARI 1929

Wetsontwerp tot machtgeving aan de Regeering voor het toetreden tot de Algemeene Akte voor de vreedzame regeling der internationale geschillen.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

De Regeering heeft de eer U ter goedkeuring een wetsontwerp voor te leggen waarbij zij er toe gemachtigd wordt toe te treden tot de Algemeene Akte voor de vreedzame regeling der internationale geschillen, door den Volkenbond opgesteld voor toetreding door de verschillende Staten en gedagteekend van 26 September 1928.

De Akte waarvan sprake vindt haren oorsprong in de studiën en besprekingen waartoe artikel 8 van het Pact betreffende de beperking der bewapeningen in de vergaderingen te Geneve aanleiding heeft gegeven.

Na besprekingen die in den loop der zittingen der Vergadering, van 1920 tot 1922, gevoerd werden en waarvan de eerste uitslag bestond in een ontwerp van verdrag van onderlingen waarborg, dat zonder gevolg gebleven is, nam de Vergadering op 27 September 1922 eene belangrijke resolutie aan die de basis werd der nakomende studiën en waarin onder meer werd verklaard dat « in den huidige toestand der wereld, een groot aantal Regeeringen de verantwoordelijkheid voor eene ernstige beperking der bewapeningen niet op zich zouden kun-

nen nemen, tenzij ze in ruil een voldoende waarborg voor de veiligheid van hun land zouden verkrijgen ».

De gedachte der aan de ontwapening voorafgaande veiligheid gaf, het volgend jaar, aanleiding tot een ontwerp van verdrag van onderlingen bijstand waarover geen eensgezindheid kon bereikt worden en, in den loop van het jaar 1924, tot het Protocol van Geneve dat de stoutste verwachtingen deed ontstaan. Ofschoon het niet bekrachtigd werd, zijn zijne hoofdbeginselen niet verdwenen; men vindt ze namelijk terug in de verdragen van Locarno en ze zijn het vertrekpunt geweest van talrijke tweezijdige verzoenings- en arbitrage-overeenkomsten. Zij hebben bovendien verschillende landen doen toetreden tot de facultatieve bepaling betreffende de verplichtende toevlucht tot het Bestendig Hof van Internationale Justitie.

Sedert drie jaar hebben de op dit gebied door den Volkenbond ondernomen werkzaamheden als hoofddoel gehad zooveel mogelijk de voorafgaande veiligheid der Staten te verzekeren, ten einde tot de maatregelen van beperking der bewapeningen te kunnen overgaan. Men heeft gepoogd te handelen in volledige overeenkomst met de door de Vergade-

ring van 25 September 1925 aangenomen resolutie die, terwijl zij aanraade eene ontwapeningsconferentie voor te bereiden, de bijeenroeping daarvan aan de aanwezigheid van voldoende voorwaarden van algemeene veiligheid onderwierp.

De Voorbereidingscommissie der Conferentie en, sedert het jaar 1927, het daaraan toegevoegde comiteit voor arbitrage en veiligheid, hebben zich in hoofdzaak beijverd, door uitbreiding der arbitrage de veiligheid te verzekeren die uit preventieve maatregelen voortvloeit; zij hebben de verplichtende regels vastgesteld die eventueel door de Staten moeten aangenomen worden voor de vreedzame oplossing hunner geschillen.

België was, in 1928, in de Commissie en in het Comiteit vertegenwoordigd door Baron Moncheur, eere-ambassadeur, en door baron Rolin-Jaequemyns, gewezen Minister van Binnenlandsche Zaken. Drie algemeene verdragen betreffende de regeling der geschillen, waarin rekening werd gehouden met de verschillende gedachtenstroomingen die in beide commissies tot uiting gekomen waren, werden aan de Vergadering van September 1928 onderworpen. Zij keurde hun beschikkingen goed, maar maakte er het voorwerp eener enkele akte van.

Andere proeven van overeenkomsten, — de eenen tweezijdig, de anderen veelzijdig, — van verzoening, arbitrage, onderlingen bijstand, non agressie en van versterking der middelen om oorlog te voorkomen, waren terzelfder tijd voorgelegd geworden, maar zij werden slechts als modellen aan de Staten voorgesteld. Wij zullen ze onbesproken laten. De vraag betreffende de door de Regeering te verleen goedkeuring doet zich slechts voor ten aanzien der Algemeene Akte die ter onderteekening der Staten opengesteld is. België heeft trouwens de door de modelverdragen aanbevolen beginselen in ruime mate toegepast; het heeft ze opgenomen in zijne onlangs gesloten arbitrage-verdragen met Zwitserland, Zweden, Finland, Denemarken,

Portugal, Spanje, zonder te spreken over de verdragen van Locarno.

Ziedaar de oorsprong der Algemeene Akte waarvan wij wenschen dat zij zich tot het grootst mogelijk aantal landen zou uitstrekken. Zij voorziet, ter oplossing der conflicten, de preventieve verzoening, de gerechtelijke regeling en de arbitrale regeling.

Wat de verzoening betreft, zullen de geschillen, van welken aard ook, die niet langs den diplomatieken weg zouden kunnen opgelost zijn, onderworpen worden aan eene door de betrokken partijen ingestelde bestendige of bijzondere verzoeningscommissie.

De samenstelling en de procedure der Commissie worden geregeld door artikels 4 tot 16.

Wat de gerechtelijke regeling betreft, deze zal van toepassing zijn op de geschillen waaromtrent de partijen aan elkander een recht zouden betwisten. Deze geschillen zullen voor beslissing aan het Bestendig Hof van Internationale Justitie onderworpen worden, tenware de partijen het eens werden om, overeenkomstig eene in artikels 18 tot 20 voorziene procedure, hun toevlucht te nemen tot een scheidsgerecht.

Alle andere geschillen die een maand na de sluiting der bovenvermelde verzoeningscommissie niet zouden geslecht zijn, zullen vóór een scheidsgerecht gebracht worden waarvan de oprichting en de werking door artikels 22 tot 28 geregeld worden.

Thans dienen nog eenige algemeene beschikkingen van hoofdstuk IV te worden uiteengezet.

Dit hoofdstuk stelt de Staten in de mogelijkheid hunne verbintenissen te beperken tot een of tot meerdere gedeelten der Akte (artikel 38) en op het oogenblik hunner toetreding, voorbehoudingen te formuleeren (artikel 39). Het laat ook toe, te allen tijde de reeds aangegane verbintenissen uit te breiden of van de geformuleerde voorbehoudingen af te zien (artikel 40). Het machtigt zelfs tot gedeeltelijke opzegging die

kan bestaan in het notificeeren van nieuwe voorbehoudingen (artikel 45). Aldus regelt deze nieuwe overeenkomst zich naar de verschillende toestanden en behoeften der Staten.

De Regeering des Konings is niet voornemens hare toetreding tot een gedeelte der Akte te beperken. Zooals blijkt uit onze vroegere tweezijdige verdragen, heeft zij zich reeds ten voordeele van het ruimste stelsel uitgesproken. Zij heeft de verplichting aangenomen de geschillen van juridischen aard, na facultatieve voorafgaande toevlucht tot verzoening, aan eene rechterlijke regeling te onderwerpen en de andere geschillen aan de verzoeningsprocedure of, in geval van mislukking dezer laatste, aan eene scheidsrechterlijke regeling te onderwerpen. De in de Algemeene Akte gebruikte formules zijn over het algemeen dezelfde als deze welke in onze vroegere verdragen voorkomen. Gij hebt de gelegenheid gehad daarover uwe meening te doen kennen. Door toetreding tot de Algemeene Akte, zullen verbintenissen die wij slechts nog met eenige Staten aangegaan hadden, tot een groot aantal Staten uitgebreid worden.

Van de door artikel 39 toegestane voorbehoudingen is de Regeering voornemens noch de tweede noch de derde te formuleeren. Zij heeft geenszins het inzicht eenige bepaalde aangelegenheid noch eenig bijzonder onderwerp uit te sluiten. Zij is echter voornemens gebruik te maken van het recht dat haar door de eerste voorbehouding gegeven wordt om de geschillen uit te sluiten, ontstaan uit feiten die hare toetreding of deze eener andere partij waarmede zij een geschil zou hebben, voorafgegaan zijn. Wij hebben een dergelijk voorbehoud gemaakt wanneer wij toegetreden zijn tot de facultatieve bepaling betreffende de verplichtende bevoegdheid van het

Bestendig Hof van Internationale Justitie. Onze toetreding heeft slechts betrekking « op elk geschil dat na de bekrachtiging onzer verklaring van toetreding zou ontstaan omtrent toestanden of feiten die zich na deze bekrachtiging voordoen ». Hetzelfde voorbehoud komt voor, met eenige varianten, in de tweezijdige arbitrageverdragen die wij de laatste drie jaar aangegaan hebben. Het is ook te vinden, doch in wellicht meer beperkende termen, in de bij het Rijnpact van Locarno gevoegde Belgisch-Duitsche arbitrage-overeenkomst : « Zijn uitgesloten de geschillen ontstaan uit feiten die de overeenkomst voorafgegaan zijn en die tot het verleden behoorren. »

De Akte die wij de eer hebben U te onderwerpen, is een nieuwe stap in de richting der pacificatie waaraan België met vertrouwen medewerkt. Zij zal de juridische aanvulling zijn van het Pact van Parijs, dit op zedelijk gebied verstrekkend akkoord dat wij U onlangs onderworpen hebben. Het Pact van Parijs veroordeelt den oorlog. Het verdrag dat wij U heden onderwerpen stelt de middelen vast die dienen te worden gebruikt om er geen toevlucht te moeten toe nemen. Het Pact verbiedt het beroep op de wapens; het verdrag eischt het beroep op gerechtigheid en verzoening. Beide verplichten de toetredende Staten op hun eer.

Door het wetsontwerp dat U wordt voorgelegd aan te nemen, zult gij bijdragen tot de weliswaar langzame maar toch doeltreffende voorbereiding eener universeele en vreedzame reglementeering der internationale geschillen.

*De Minister van Buiten-
landsche Zaken,*
PAUL HYMANS.

VOLKENBOND

NEGENDE GEWONE ZITTING DER VERGADERING

VREEDZAME REGELING DER INTERNATIONALE GESCHILLEN

ALGEMEENE AKTE

HOOFDSTUK I.

Van de Verzoening.

ARTIKEL ÉÉN.

De geschillen van elken aard tusschen twee of meer tot deze Algemeene Akte toegetreden partijen, welke niet langs den diplomatieken weg opgelost konden worden, zullen, behalve de in artikel 39 voorziene eventueele voorbehoudingen, aan de verzoeningsprocedure onderworpen worden onder de in dit hoofdstuk voorziene voorwaarden.

ART. 2.

De in het voorgaande artikel bedoelde geschillen zullen gebracht worden voor een bestendige of bijzondere Verzoeningscommissie door de betrokken partijen samengesteld.

ART. 3.

Op het verzoek gericht te dien einde door eene der verdragsluitende partijen tot eene der andere partijen, zal er binnen de zes maanden een bestendige Verzoeningscommissie moeten worden samengesteld.

ART. 4.

Tenzij de betrokken partijen dienaangaande anderszins overeenkomen, zal

de Verzoeningscommissie als volgt worden samengesteld :

1. De Commissie zal uit vijf leden bestaan. De partijen zullen er elk een benoemen; deze zal onder hunne respectieve landgenooten gekozen kunnen worden. De drie andere leden der Commissie zullen in gemeen overleg onder de onderhoorigen van derde Mogendheden gekozen worden. Deze laatsten zullen van verschillende nationaliteiten moeten zijn, zij zullen hunne gewone verblijfplaats niet op het grondgebied der betrokken partijen mogen hebben noch zich in hunnen dienst bevinden. Onder hen zullen de partijen den voorzitter der Commissie benoemen.

2. De commissieleden worden benoemd voor drie jaar. Zij zijn herkiesbaar. De gezamenlijk benoemde commissieleden zullen in gemeen overleg tusschen de partijen tijdens den loop van hun mandaat vervangen kunnen worden. Elke partij zal langs den anderen kant steeds mogen overgaan tot de vervanging van het door haar benoemde commissielid. Niettegenstaande zij vervangen zullen zijn, zullen de commissieleden in functie blijven voor de afwikkeling der werken die zij in handen hebben.

3. In vacaturen die tengevolge van overlijden of ontslag of eenige andere verhindering zouden ontstaan, zal binnen den kortst mogelijken tijd voorzien

worden volgens de voor de benoemingen vastgestelde wijze.

ART. 5.

Indien, wanneer een geschil zich voordoet, er geen bestendige Verzoeningscommissie, benoemd door de geschilhebbende partijen, bestaat, zal er voor het onderzoek van het geschil een bijzondere Commissie worden samengesteld binnen een termijn van drie maanden te rekenen van den datum waarop het verzoek daartoe door eene der partijen tot de andere gericht werd. De benoemingen zullen geschieden overeenkomstig de beschikkingen van voorgaand artikel, tenzij de partijen er anders over beslissen.

ART. 6.

1. Indien de benoeming van de in gemeen overleg aan te duiden commissieleden niet geschiedt binnen de in artikelen 3 en 5 voorziene termijnen, zal de zorg om tot de noodige benoemingen over te gaan toevertrouwd worden aan een derde Mogendheid in gemeen overleg door de partijen gekozen of, indien deze het vragen, aan den in functie zijnden voorzitter van den Raad van den Volkenbond.

2. Indien aangaande geen van deze handelwijzen een accoord bereikt wordt, zal elke partij een verschillende Mogendheid aanduiden en zullen de benoemingen door de aldus gekozen Mogendheden in gemeen overleg geschieden.

3. Indien, binnen een termijn van drie maanden deze beide Mogendheden het niet eens konden worden, zal elk hunner een aantal kandidaten voorstellen, dat gelijk is aan dat der aan te duiden leden. Het lot zal beslissen welke der aldus voorgestelde kandidaten benoemd zullen worden.

ART. 7.

1. De geschillen zullen bij de Verzoeningscommissie aanhangig gemaakt worden door middel van een verzoekschrift

gericht tot den voorzitter door beide partijen handelend in gemeen overleg, of, bij gebrek daaraan, door de eene of de andere der partijen.

2. Het verzoekschrift zal, na beknopt het voorwerp van het geschil te hebben uiteengezet, de tot de Commissie gerichte uitnoodiging bevatten om al de maatregelen te nemen die geschikt zijn om een verzoening te bereiken.

3. Indien het verzoekschrift van eene enkele der partijen uitgaat, zal deze daarvan onverwijld aan de andere partij kennis geven.

ART. 8.

1. Elk der partijen zal, binnen een termijn van vijftien dagen te rekenen van den datum waarop eene der partijen een geschil voor een bestendige Verzoeningscommissie zal gebracht hebben, voor het onderzoek van dit geschil haar commissielid mogen vervangen door een persoon die ter zake eene bijzondere bevoegdheid bezit.

2. De partij die van dit recht zal gebruik maken, zal daarvan onmiddellijk kennis geven aan de andere partij; deze zal in dat geval het recht hebben hetzelfde te doen binnen een termijn van vijftien dagen te rekenen van den datum waarop zij de kennisgeving zal ontvangen hebben.

ART. 9.

1. Tenzij de partijen anderszins zijn overeengekomen, zal de Verzoeningscommissie bijeenkomen in den zetel van den Volkenbond of in elke andere plaats door haar voorzitter aangeduid.

2. De Commissie zal in alle omstandigheden aan den Secretaris-Generaal van den Volkenbond mogen vragen haar in hare werkzaamheden bij te staan.

ART. 10.

De werkzaamheden der Verzoeningscommissie zullen slechts openbaar zijn, krachtens een door de Commissie met

instemming der partijen genomen besluit.

ART. 11.

1. Tenzij de partijen anderszins overeengekomen zijn, zal de Verzoeningscommissie zelf hare procedure regelen, welke in alle geval op tegenspraak zal moeten berusten. Wat het onderzoek betreft zal de Commissie, tenzij zij er eenparig anders over beslist, zich gedragen naar de beschikkingen van titel III der Overeenkomsten van 's Gravenhage, van 18 October 1907, voor de vreedzame regeling der internationale geschillen.

2. De partijen zullen bij de Verzoeningscommissie vertegenwoordigd zijn door agenten die voor opdracht zullen hebben als tusschenpersonen te dienen tusschen hen en de Commissie; zij zullen zich bovendien kunnen doen bijstaan door te dien einde door hen benoemde raadslieden en deskundigen en het verhoor kunnen vragen van alle personen wier getuigenis hun nuttig zou voorkomen.

3. De Commissie zal van haren kant het recht hebben mondelingen uitleg te vragen aan de agenten, raadslieden en deskundigen van beide partijen alsmede aan al de personen welke zij het nuttig zou oordeelen met de toestemming hunner Regeering vóór haar te doen verschijnen.

ART. 12.

Tenzij de partijen anderszins overeengekomen zijn, zullen de besluiten van de Verzoeningscommissie bij meerderheid van stemmen genomen worden en zal de Commissie over den grond van het geschil slechts uitspraak mogen doen indien al de leden aanwezig zijn.

ART. 13.

De partijen verbinden zich de werkzaamheden der Verzoeningscommissie te vergemakkelijken en inzonderheid haar in de ruimst mogelijke mate alle nuttige documenten en inlichtingen te verstrekken, alsmede de middelen te gebruiken

waarover zij beschikken om haar in staat te stellen op hun grondgebied en volgens hunne wetgeving over te gaan tot het dagvaarden en verhooren van getuigen of deskundigen en tot bevestigingen ter plaats.

ART. 14.

1. Tijdens den duur hunner werkzaamheden zal elk der commissieleden een vergoeding ontvangen waarvan het bedrag zal vastgesteld worden in gemeen overleg tusschen de partijen, die er elk een gelijk deel van zullen dragen.

2. De door de werking der Commissie veroorzaakte algemeene onkosten zullen op dezelfde wijze verdeeld worden.

ART. 15.

1. De Verzoeningscommissie zal voor opdracht hebben de kwesties waarover geschil bestaat op te helderen, daartoe alle nuttige inlichtingen in te winnen doormiddel van onderzoek of anderszins, en te trachten de partijen te verzoenen. Zij zal, na onderzoek der zaak, aan de partijen de termen van de schikking, die haar gepast zou voorkomen, kunnen uiteenzetten en hun een termijn toestaan om zich uit te spreken.

2. Op het einde harer werkzaamheden zal de Commissie een proces-verbaal opmaken vaststellend, volgens het geval, hetzij dat de partijen tot een overeenkomst zijn gekomen en, indien noodig, de voorwaarden dezer overeenkomst, hetzij dat de partijen niet verzoend konden worden. Het proces-verbaal zal niet vermelden of de besluiten der Commissie met algemeene stemmen of bij meerderheid van stemmen werden genomen.

3. De werkzaamheden der Commissie zullen, tenzij de partijen dienaangaande anders overeenkomen, binnen een termijn van zes maanden te rekenen van den dag waarop het geschil bij de Commissie aanhangig gemaakt werd, moeten beëindigd zijn.

ART. 16.

Het proces-verbaal der Commissie zal onverwijld ter kennis der partijen gebracht worden. De partijen zullen beslissen of het bekend gemaakt zal worden.

HOOFDSTUK II.

Van de gerechtelijke regeling.

ART. 17.

Al de geschillen aangaande welke de partijen elkander een recht zouden betwisten zullen, behalve de in artikel 39 voorziene eventueele voorbehoudingen, voor uitspraak onderworpen worden aan het Bestendig Hof van Internationale Justitie, tenzij de partijen het eens worden, op de hierna voorziene wijze, om beroep te doen op een scheidsgerecht. Het is verstaan dat de hierboven bedoelde geschillen inzonderheid diegene omvatten welke artikel 36 van het Statuut van het Bestendige Hof van Internationale Justitie vermeldt.

ART. 18.

Indien de partijen het eens zijn om de in het vorig artikel bedoelde geschillen aan een scheidsgerecht te onderwerpen, zullen zij een compromis opstellen waarin zij het voorwerp van het geschil, de keus der scheidsrechters en de te volgen procedure zullen vaststellen. Bij gebrek aan voldoende aanwijzingen of bijzonderheden in het compromis, zullen de beschikkingen der Overeenkomst van 's Gravenhage van 18 October 1907 voor de vreedzame regeling der internationale geschillen, in de noodige mate worden toegepast.

Indien het compromis niets zegt aangaande de door de scheidsrechters toe te passen grondregelen, zal het Scheidsgerecht de in artikel 38 van het Statuut van het Bestendig Hof van Internationale Justitie opgesomde grondregelen toepassen.

ART. 19.

Indien de partijen het niet eens worden over het compromis bedoeld in het vorig artikel of indien de scheidsrechters niet werden aangeduid, zal de eene of de andere der partijen het recht hebben, na daarvan drie maanden op voorhand kennis te hebben gegeven, het geschil door middel van een verzoekschrift rechtstreeks voor het Bestendige Hof van Internationale Justitie te brengen.

ART. 20.

1. In afwijking van artikel 1 zullen de in artikel 17 bedoelde geschillen, die zouden ontstaan tusschen partijen welke toegetreden zijn tot de in dit hoofdstuk vervatte verplichtingen, slechts in gemeen overleg tusschen hen aan de verzoeningsprocedure onderworpen worden.

2. De verplichte verzoeningsprocedure blijft teopasselijk op de geschillen die van de gerechtelijke regeling alleen uitgesloten zouden zijn tengevolge van de voorbehoudingen bedoeld in artikel 39.

3. Ingeval de toevlucht genomen werd tot de verzoening en deze procedure gefaald heeft, zal geene der partijen het geschil voor het Bestendig Hof van Internationale Justitie mogen brengen of de samenstelling van het in artikel 18 bedoelde scheidsgerecht mogen vragen vooraleer een maand verstreken is te rekenen van de beëindiging der werkzaamheden van de Verzoeningscommissie.

HOOFDSTUK III.

Van de scheidsrechterlijke regeling.

ART. 21.

Al de andere geschillen dan degene bedoeld in artikel 17, aangaande welke binnen de maand volgend op het beëindigen der werkzaamheden van de Verzoeningscommissie, bedoeld in hoofdstuk I, de partijen het niet eens zouden geworden zijn, zullen, behalve de in

artikel 39 voorziene eventueele voorbehoudingen, gebracht worden voor een scheidsgerecht op de hierna aangeduide wijze samengesteld, tenzij de partijen anderszins zijn overeengekomen.

ART. 22.

Het scheidsgerecht zal uit vijf leden bestaan. De partijen zullen er elk een benoemen; deze zal onder hunne respectieve onderhoorigen kunnen gekozen worden. De twee andere scheidsrechters en de opperscheidsrechter zullen in gemeen overleg onder de onderhoorigen van derde Mogendheden gekozen worden. Deze laatsten zullen van verschillende nationaliteiten moeten zijn; zij zullen hunne gewone verblijfplaats niet op het grondgebied der betrokken partijen mogen hebben noch zich in hun dienst bevinden.

ART. 23.

1. Indien de benoeming der leden van het scheidsgerecht niet binnen een termijn van drie maanden geschiedt, te rekenen van den datum van het door eene der partijen tot de andere gerichte verzoek om een scheidsgerecht samen te stellen, zal de zorg om tot de noodige benoemingen over te gaan toevertrouwd worden aan een derde Mogendheid in gemeen overleg door de partijen gekozen.

2. Indien dienaangaande geen accoord bereikt wordt, zal elke partij een verschillende Mogendheid aanduiden en zullen de benoemingen door de aldus gekozen Mogendheden in gemeen overleg geschieden.

3. Indien, binnen een termijn van drie maanden, de aldus aangeduide Mogendheden het niet eens zijn geworden, zullen de noodige benoemingen gedaan worden door den voorzitter van het Bestendige Hof van Internationale Justitie. Indien deze verhinderd is of indien hij onderhoorige is van eene der partijen, zullen de benoemingen door den ondervoorzitter worden gedaan. Indien deze verhinderd is of indien hij onderhoorige is

van eene der partijen, zullen de benoemingen gedaan worden door het oudste lid van het Hof dat geen onderhoorige is van eene der partijen.

ART. 24.

In vacaturen die tengevolge van overlijden of ontslag of eenige andere verhindering zouden ontstaan, zal binnen den kortst mogelijken tijd voorzien worden volgens de voor de benoemingen vastgestelde wijze.

ART. 25.

De partijen zullen een compromis opstellen waarbij het voorwerp van het geschil wordt vastgesteld alsmede de te volgen procedure.

ART. 26.

Bij gebrek aan voldoende aanwijzingen of bijzonderheden in het compromis, aangaande de in het vorig artikel aangeduide punten, zullen de beschikkingen der Overeenkomst van 's Gravenhage, van 18 October 1907, voor de vreedzame regeling der internationale geschillen, in de noodige mate toegepast worden.

ART. 27.

Bij gebrek aan het sluiten van een compromis binnen een tijdperk van drie maanden te rekenen van de samenstelling der rechtbank, zal het geschil bij deze laatste anhangig gemaakt worden door middel van een verzoekschrift uitgaande van de eene of de andere der partijen.

ART. 28.

Indien er in het compromis niets is bepaald of bij gebrek aan een compromis, zal de rechtbank de in artikel 38 van het Statuut van het Bestendig Hof van Internationale Justitie opgesomde grondregelen toepassen. Voor zooveel er geene dergelijke regels bestaan, die op het geschil kunnen toegepast worden, zal de rechtbank uitspraak doen *ex aequo et bono*.

HOOFDSTUK IV.

Algemeene beschikkingen.

ART. 29.

1. De geschillen voor welker oplossing eene bijzondere procedure zou voorzien zijn door andere tusschen de geschilhebbende partijen van kracht zijnde overeenkomsten, zullen overeenkomstig de beschikkingen dezer overeenkomsten geregeld worden.

2. Deze Algemeene Akte doet geen afbreuk aan de van kracht zijnde akkoorden waardoor voor de partijen eene verzoeningsprocedure wordt vastgesteld of, in zake arbitrage en gerechtelijke regeling, verbintenissen worden vastgesteld waardoor de oplossing van het geschil verzekerd wordt.

Echter, indien deze akkoorden enkel eene verzoeningsprocedure voorzien, zullen, nadat deze procedure mislukt zal zijn, de beschikkingen van deze Algemeene Akte betreffende de gerechtelijke of scheidsrechterlijke regeling toegepast worden, voor zoover de betrokken partijen daartoe zouden toegetreden zijn.

ART. 30.

Indien eene der partijen aan de Verzoeningscommissie een geschil heeft onderworpen dat de andere partij, zich grondend op de tusschen de partijen van kracht zijnde overeenkomsten, bij het Bestendig Hof van Internationale Justitie of een scheidsgerecht aanhangig gemaakt heeft, zal de Commissie het onderzoek van het geschil uitstellen totdat het Hof of de rechtbank nopens het conflict omtrent de bevoegdheid uitspraak gedaan heeft.

Hetzelfde zal geschieden wanneer het geschil door eene der partijen gedurende de verzoeningsprocedure bij het Hof of bij de rechtbank aanhangig gemaakt werd.

ART. 31.

1. Indien het gaat om een geschil waarvan het voorwerp volgens de bin-

nenlandsche wetgeving van eene der partijen, tot de bevoegdheid van de rechterlijke of administratieve overheden behoort, zal deze partij er zich tegen mogen verzetten dat dit geschil aan de verschillende door deze Algemeene Akte voorziene proceduren onderworpen worde, vooraleer door de bevoegde overheid, binnen een redelijken termijn, eene eindbeslissing genomen werd.

2. De partij die, in dit geval, hare toevlucht wil nemen tot de door deze overeenkomst voorziene proceduren, zal haar voornemen binnen een termijn van een jaar te rekenen van bovenbedoelde beslissing, ter kennis van de andere partij moeten brengen.

ART. 32.

Indien in eene rechterlijke of scheidsrechterlijke uitspraak verklaard werd dat eene beslissing genomen of een maatregel bevolen door eene rechterlijke overheid of om het even welke andere overheid van eene der geschilhebbende partijen geheel of gedeeltelijk in strijd is met het internationaal recht, en indien het grondwettelijk recht van gezegde partij niet of slechts op onvolkomen wijze toeliet de gevolgen van deze beslissing of van dezen maatregel te doen verdwijnen, komen de partijen overeen dat er door de rechterlijke of scheidsrechterlijke uitspraak aan de benadeelde partij eene billijke voldoening moet verleend worden.

ART. 33.

1. In al de gevallen waarin het geschil het voorwerp uitmaakt van eene scheidsrechterlijke of gerechtelijke procedure, inzonderheid indien de kwestie waaromtrent de partijen verdeeld zijn voortvloeit uit handelingen die reeds gedaan zijn of op het punt staan gedaan te worden, zal het Bestendig Hof van Internationale Justitie, uitspraak doende overeenkomstig artikel 41 van zijn Statuut, of het scheidsgerecht, binnen den korst mogelijken tijd aanduiden welke

voorloopige maatregelen moeten getroffen worden. De geschil hebbende partijen zullen verplicht zijn er zich naar te voegen.

2. Indien het geschil vóór eene Verzoeningscommissie gebracht is, zal gezegde Commissie aan de partijen de voorloopige maatregelen mogen aanbevelen die zij nuttig zal achten.

3. De partijen gaan de verbintenis aan zich te onthouden van elken maatregel die van aard is een nadeeligen invloed uit te oefenen op de uitvoering van de rechterlijke of scheidsrechterlijke beslissing of op de schikkingen voorgesteld door de Verzoeningscommissie en, over het algemeen, tot geene daad van welken aard ook over te gaan waardoor het geschil zou kunnen verergerd of uitgebreid worden.

ART. 34.

Ingeval er een geschil ontstaat tusschen meer dan twee partijen die tot deze Algemeene Akte toegetreden zijn, zullen voor de toepassing der in de voorgaande beschikkingen beschreven procedures de navolgende modaliteiten nageleefd worden :

a) Voor de verzoeningsprocedure zal er altijd eene bijzondere commissie samengesteld worden. Hare samenstelling zal verschillen naar gelang al de partijen afzonderlijke belangen hebben, of twee of meer onder hen gemeene zaak maken.

In het eerste geval zullen de partijen elk een commissielid benoemen en zullen zij in gemeen overleg commissieleden benoemen die onderhoorigen zijn van derde Mogendheden geene partijen zijnde bij het geschil, en wier aantal steeds hooger moet zijn dan dit der door de partijen afzonderlijk benoemde commissieleden.

In het tweede geval zullen de partijen die gemeene zaak maken het eens moeten worden om in 't gemeen hun eigen commissielid te benoemen en zullen zij met

de andere partij of partijen moeten medewerken tot de benoeming der commissieleden van derde Mogendheden.

In de eene en de andere veronderstelling, zullen de partijen, tenware zij hieromtrent anders overeenkwamen, artikels 5 en volgende van deze Akte toepassen in de mate waarin zij met de beschikkingen van dit artikel vereenigbaar zijn.

b) Voor de gerechtelijke procedure zal het Statuut van het Bestendig Hof van Internationale Justitie toegepast worden.

c) Voor de scheidsrechterlijke procedure, bij gebrek aan overeenstemming der partijen betreffende de samenstelling van de rechtbank, zal elk hunner, indien het gaat om geschillen bedoeld in artikel 17, het recht hebben het geschil, door middel van een verzoekschrift, rechtstreeks vóór het Hof van Internationale Justitie te brengen; indien het gaat om geschillen bedoeld in artikel 21, zullen de voorgaande artikels 22 en volgende toegepast worden, maar elk der partijen die afzonderlijke belangen heeft zal een scheidsrechter benoemen en het aantal der door de partijen afzonderlijk benoemde scheidsrechters zal steeds lager moeten zijn dan dit der andere scheidsrechters.

ART. 35.

Deze Algemeene Akte zal toepasselijk zijn tusschen de partijen die toegetreden zijn, zelfs indien eene derde Mogendheid, partij of niet bij de Akte, een belang in het geschil zou hebben.

2. In de verzoeningsprocedure, mogen de partijen, in gemeen overleg, eene derde Mogendheid uitnoodigen.

ART. 36.

1. Indien, tijdens de gerechtelijke of scheidsrechterlijke procedure, eene derde Mogendheid van oordeel is dat er, in een geschil een belang van juridischen aard voor haar op het spel staat, mag zij aan het Bestendig Hof van Internationale Justitie of aan het scheidsgerecht

een verzoekschrift om tusschenkomst richten.

2. Het Hof of de rechtbank beslist over de zaak.

ART. 37.

1. Wanneer het gaat om de uitlegging eener overeenkomst waaraan andere Staten dan de betrokken partijen zullen deelgenomen hebben, zal de Griffie van het Bestendig Hof of het scheidsgerecht gezegde Staten zonder uitstel verwittigen.

2. Elk hunner zal het recht hebben tusschen te komen en indien hij van dit recht gebruik maakt, zal de uitlegging vervat in de uitspraak te zijnen opzichte bindend zijn.

ART. 38.

De toetredingen tot deze Algemeene Akte zullen betrekking kunnen hebben :

a) Hetzij op het geheel der Akte (hoofdstukken I, II, III en IV);

b) Hetzij enkel op de beschikkingen betreffende de verzoening en op de gerechtelijke regeling (hoofdstukken I en II), alsmede op de algemeene beschikkingen betreffende deze proceduren (hoofdstuk IV);

c) Hetzij enkel op de beschikkingen betreffende de verzoening (hoofdstuk I), alsmede op de algemeene beschikkingen betreffende deze procedure (hoofdstuk IV).

De verdragsluitende partijen zullen zich slechts kunnen beroepen op de toetredingen van andere partijen in de mate waarin zij zelf dezelfde verbintenissen aangaan hebben.

ART. 39.

1. Afgezien van het recht in voorgaand artikel vermeld, zal eene partij bij het toetreden tot deze Algemeene Akte,

hare goedkeuring kunnen onderwerpen aan de in de navolgende paragraaf beperkenderwijze opgesomde voorbehoudingen.

2. Deze voorbehoudingen zullen kunnen geformuleerd worden op zulke wijze dat van de proceduren door de onderhavige Akte beschreven uitgesloten worden :

a) De geschillen ontstaan uit feiten voorafgaand hetzij aan de toetreding der partij die het voorbehoud maakt, hetzij aan de toetreding eener andere partij waarmee de eerste een geschil zou komen te hebben;

b) De geschillen gaande over kwesties die door het internationaal recht aan de uitsluitende bevoegdheid der Staten overgelaten wordt;

c) De geschillen betreffende bepaalde aangelegenheden of bijzondere duidelijke bepaalde onderwerpen, zooals het territoriaal statuut, of behoorende tot nauwkeurig opgegeven categorieën.

3. Indien eene der geschil hebbende partijen een voorbehoud gemaakt heeft, zullen de andere partijen zich tegenover deze op hetzelfde voorbehoud kunnen beroepen.

4. Voor de partijen die tot de beschikkingen van deze Akte betreffende de gerechtelijke regeling of de scheidsrechterlijke regeling toegetreden zijn, zullen de voorbehoudingen die zij zouden gemaakt hebben, behalve uitdrukkelijke vermelding, verstaan worden als zich niet uitstrekkend tot de verzoeningsprocedure.

ART. 40.

Elke partij wier toetreding slechts gedeeltelijk zal geweest zijn of afhankelijk gemaakt van zekere voorbehoudingen, zal te allen tijde, door middel van een eenvoudige verklaring, hetzij de draagkracht harer toetreding kunnen uitbreiden, hetzij aan het geheel of een gedeelte harer voorbehoudingen kunnen verzaken.

ART. 41.

De oneenigheden betreffende de uitlegging of de toepassing van deze Algemeene Akte, met inbegrip van diegene betreffende de qualificatie der geschillen en de draagkracht der eventueele voorbehoudingen, zullen aan het Bestendige Hof van Internationale Justitie worden onderworpen.

ART. 42.

Deze Algemeene Akte, waarvan de Fransche en de Engelsche tekst beide rechtsgeldig zullen zijn, zal den datum van 26 september 1928 dragen.

ART. 43.

1. Deze Algemeene Akte zal geopend zijn voor de toetreding van elk Staatshoofd of van elke andere bevoegde overheid der Leden van den Volkenbond, alsmede van de Staten niet-leden waaraan de Raad van den Volkenbond te dien einde een afschrift zal hebben medegedeeld.

2. De akten van toetreding, alsmede de aanvullende verklaringen voorzien in artikel 40, zullen overgemaakt worden aan den Secretaris-Generaal van den Volkenbond, die van de ontvangst kennis zal geven aan al de Leden van den Volkenbond en aan al de Staten niet-leden in de vorige alinea bedoeld.

3. Door de zorgen van den Secretaris-Generaal zullen drie lijsten worden opge maakt, aangeduid door de letters A, B, C en respectievelijk overeenstemmend met de drie wijzen van toetreding bedoeld in artikel 38 van deze Akte, waarop de toetredingen en de aanvullende verklaringen der Verdragsluitende Partijen zullen voorkomen. Deze voortdurend bijgehouden lijsten zullen worden bekendgemaakt in het jaarverslag door den Secretaris-Generaal aan de Vergadering gericht.

ART. 44.

1. Deze Algemeene Akte zal in werking treden den negentigsten dag volgend op de ontvangst, door den Secretaris-Generaal van den Volkenbond, van de toetreding van minstens twee Verdragsluitende Partijen.

2. Elke toetreding die zal geschieden na de inwerkingtreding van deze Akte, overeenkomstig de vorige alinea, zal hare uitwerking hebben te beginnen van den negentigsten dag volgend op den datum waarop zij door den Secretaris-Generaal van den Volkenbond ontvangen werd. Dit zal eveneens het geval zijn met de aanvullende verklaringen der Partijen bedoeld in artikel 40.

ART. 45.

1. Deze Algemeene Akte zal een duur hebben van vijf jaar te rekenen van hare inwerkingtreding.

2. Zij zal voor verdere opeenvolgende tijdperken van vijf jaar van kracht blijven, ten opzichte van de Verdragsluitende Partijen die ze niet ten minste zes maanden voor het verstrijken van elk tijdperk zullen opgezegd hebben.

3. De opzegging zal geschieden door een geschreven kennisgeving aan den Secretaris-Generaal van den Volkenbond, die daarvan bericht zal zenden aan al de Leden van den Volkenbond en aan de Staten niet-leden in artikel 43 vermeld.

4. De opzegging zal enkel gedeeltelijk kunnen zijn of kunnen bestaan in de kennisgeving van nieuwe voorbehoudingen.

5. Niettegenstaande de opzegging door eene der Verdragsluitende Partijen die in een geschil gewikkeld zijn, zullen al de proceduren, welke op het oogenblik van het verstrijken van den loopenden termijn der Algemeene Akte hangende zijn, normaal afgewikkeld worden.

ART. 46.

Een exemplaar van deze Algemeene Akte, voorzien van de handteekening van den voorzitter der Vergadering en van die van den Secretaris-Generaal van den Volkenbond, zal in het archief van het Secretariaat worden nedergelegd; een gelijkvormig verklaard afschrift van den tekst zal worden medegedeeld aan al de leden van den Volkenbond, alsmede aan de Staten niet-leden door den Raad van den Volkenbond aangewezen.

ART. 47.

Deze Algemeene Akte zal geregistreerd worden door den Secretaris-generaal van den Volkenbond op den datum harer inwerkingtreding.

*De Voorzitter van den negenden
gewonen zitting der Vergadering
van den Volkenbond :*

(Get.) HERLUF ZAHLE.

De Secretaris-Generaal :

(Get.) ERIC DRUMOND.

(ANNEXE AU N° 94.)

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1928-1929

Projet de Loi autorisant le Gouvernement à adhérer à l'Acte général pour le règlement pacifique des différends internationaux.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT !

Sur la proposition de Nos Ministres réunis en Conseil,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères est chargé de déposer en notre nom le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Le Gouvernement est autorisé à adhérer à l'Acte général pour le règlement pacifique des différends internationaux que la Société des Nations a communiqué à tous les États en les invitant à y devenir parties, conformément à la résolution de son Assemblée, en date du 26 septembre 1928.

Donné à Bruxelles, le 25 février 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,

PAUL HYMANS,

(BIJLAGE AAN N° 94.)

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1928-1929

Wetsontwerp tot machtgeving aan de Regeering voor het toetreden tot de Algemeene Akte voor de vreedzame regeling der internationale geschillen.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL !

Op voordracht van Onze in Raad vergaderde Ministers,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken is gelast in Onzen Naam het wetsontwerp neer te leggen waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

De Regeering is er toe gemachtigd toe te treden tot de Algemeene Akte voor de vreedzame regeling der internationale geschillen, welke de Volkenbond aan al de Staten medegedeeld heeft met het verzoek er partijen bij te worden, overeenkomstig de resolutie van zijne Vergadering, gedagteekend van 26 September 1928.

Gegeven te Brussel, den 25ⁿ Februari 1929.

Van 's Konings wege :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,